

Les dépenses fédérales excessives font de nous tous des esclaves de la dette

Le texte intégral d'une conférence de presse du PHC prononcée par le chef du PHC, Rod Taylor, à la Tribune de la presse d'Ottawa le 8 mai 2024

Bienvenue chaleureusement au corps de presse d'Ottawa et à tous ceux qui se soucient de l'avenir du Canada. . . qui prennent soin des enfants du Canada d'aujourd'hui et des générations à venir. Je m'appelle Rod Taylor, chef national du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada; aujourd'hui, je veux aborder le sujet des dépenses fédérales excessives et comment cela nous rend tous esclaves de la dette.

Tous les Canadiens veulent que leurs enfants soient forts et en bonne santé, confiants et compétents, qu'ils aient la possibilité de prospérer, d'avoir accès aux services, d'être à l'abri de la peur et de devenir des membres fonctionnels d'une communauté compatissante et attentionnée.

Les actions de notre gouvernement actuel ont saboté ces espoirs et ces rêves et ont semé des obstacles sur le chemin des générations futures.

L'accession à la propriété est devenue, pour beaucoup, un rêve inaccessible.

Le coût des études postsecondaires est devenu prohibitif pour tous, sauf pour les riches. . . et la qualité de notre enseignement primaire et secondaire actuel n'a pas réussi à préparer de nombreux élèves, même ceux qui en ont les moyens, au caractère et aux habitudes nécessaires pour atteindre des niveaux élevés d'excellence académique.

Même l'achat, l'entretien et le carburant d'un véhicule sont devenus si chers qu'ils gênent les jeunes adultes qui ont besoin d'un moyen de transport fiable pour se rendre au travail ou à l'école.

Pour les couples qui commencent à mettre au monde des enfants, l'augmentation fulgurante du coût des besoins de base – nourriture, vêtements et logement – a fait craindre à beaucoup de ne pas pouvoir nourrir et vêtir une famille qui s'agrandit. . . cette crainte freine la croissance naturelle de la population et diminue, au fil du temps, la disponibilité de travailleurs débutants pour les entreprises . . . en fin de compte, cela réduira le bassin de citoyens responsables et contribuables dont on a désespérément besoin pour payer les factures légitimes des gouvernements : fédéral, provincial et municipal. Le taux de fécondité actuel du Canada est de 1,483 naissances par femme, bien en dessous des 2,1 naissances nécessaires pour soutenir notre population.¹

La réponse du gouvernement à cette lacune a été d'attirer des millions d'immigrants, dont beaucoup sont mal sélectionnés et mal équipés pour répondre aux besoins réels du marché du travail. . . et nécessite d'énormes quantités de ressources gouvernementales pour le logement, l'éducation, les aménagements linguistiques et d'autres aspects de l'adaptation à notre culture, à notre climat et à nos valeurs communes. L'impact le plus évident de cet afflux de résidents adultes a été sur le marché du logement. Le besoin de nouveaux logements a largement dépassé la capacité des constructeurs et des investisseurs

canadiens à fournir des logements de haute qualité à des prix abordables. Les achats à l'étranger de maisons existantes et de terrains pour un développement futur ont considérablement augmenté le prix de base pour les promoteurs et pour les futurs propriétaires.

Le prix du terrain, le coût et le temps nécessaires pour obtenir les permis et naviguer dans les eaux réglementaires, combinés à la flambée des coûts de la main-d'œuvre, des matériaux et du transport, ont poussé le prix des maisons neuves à des niveaux records et de nombreux jeunes couples ont abandonné le rêve de posséder un jour leur propre maison.

Tous ces coûts – bien sûr – sont inexorablement augmentés par les taxes fédérales et provinciales sur le carbone, qui ne font rien pour l'environnement mais emploient une petite armée de bureaucrates réglementaires pour les administrer. Et non, le Canadien moyen ne reçoit pas plus en rabais qu'il ne paie en taxes sur le carbone. Le système lui-même consomme de précieux dollars des contribuables pour fonctionner. Les lois de la physique et des finances dictent que l'énergie est perdue dans l'appareil gouvernemental. Le coût croissant de tout dépasse largement les remises pathétiques et partielles d'argent qui n'auraient jamais dû être retirées aux Canadiens en premier lieu.

Dans la longue liste de dépenses excessives et extravagantes du gouvernement fédéral, voici quelques exemples de dépenses inutiles – et dans de nombreux cas – nuisibles:

Salaires et avantages sociaux excessifs pour les députés, sénateurs, juges et fonctionnaires fédéraux à tous les niveaux. Le mois dernier, les députés se sont accordé une nouvelle augmentation ; Le salaire de base d'un député d'arrière-ban dépasse maintenant 200 000 \$. Je n'ai entendu aucun cri de la part d'aucun des partis actuellement représentés à la Chambre.

Les députés actuels – libéraux, conservateurs et néo-démocrates – continuent également de bénéficier du bien-être politique dont bénéficient les grands partis bien établis et leurs candidats. Après chaque élection, les contribuables sont obligés de rembourser les partis et leurs candidats qui ont obtenu plus de 10 % des voix. En 2015, cela représentait plus de 100 millions de dollars. Pendant ce temps, les petits partis, comme le nôtre, se voient refuser l'accès à ces mêmes fonds, renforçant et enrichissant davantage le statu quo.²

L'aide sociale aux entreprises, présentée comme « attirer ou retenir les entreprises », est une insulte aux contribuables canadiens et aux propriétaires de petites entreprises qui travaillent dur et gagnent quelques sous pour joindre les deux bouts. Les 13 milliards de dollars du gouvernement Trudeau à Volkswagen constituent la tranche la plus importante à ce jour, mais seulement l'une des nombreuses concessions financières et cadeaux purs et simples faits aux entreprises qui devraient y parvenir seules. En 2022, les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada se sont associés pour accorder 52 milliards de dollars³ en aide aux entreprises, dont beaucoup sont des sociétés internationales, en plus de l'accès privilégié aux clients qu'elles ont reçu pendant les confinements liés au Covid.

Il y a ensuite le coût de l'envoi de grands groupes de politiciens et de bureaucrates à des rassemblements internationaux extravagants, organisés par l'ONU, le FEM et l'OMS, pour fréquenter les élites mondialistes du monde. Une seule conférence en 2023, la COP28, une conférence des Nations Unies sur le changement climatique, a coûté 1,4 million de dollars aux contribuables.⁴ Et bien sûr, ils ont tous volé là-bas en utilisant des combustibles fossiles.

Aide étrangère à d'autres pays. . . lorsque nous ne pouvons pas payer nos propres factures ou prendre soin de nos propres anciens combattants. En 2021, le Canada a dépensé 8,4 milliards de dollars en aide étrangère.⁵ Et nous nous souvenons tous de la réponse sèche du Premier Ministre aux anciens combattants qui risquaient leur vie au service de notre pays, affirmant qu'ils demandaient au gouvernement plus que ce qu'il pouvait se permettre.⁶

Ensuite, il y a le coût des campagnes publicitaires d'autosatisfaction, disant aux Canadiens à quel point le gouvernement est formidable ; ils devraient nous convaincre par leurs actions, et non en utilisant nos impôts pour nous dire qu'il en est ainsi. Les archives gouvernementales montrent que plus de 140 millions de dollars ont été dépensés pour cette publicité en 2021.⁷

Le battage médiatique du Covid et les dépenses massives consacrées à la promotion et à la distribution des vaccins ; suivi par le coût des programmes de compensation mal exécutés pour les particuliers et les entreprises endommagés par les mandats et les restrictions.⁸ Et les coûts continueront d'affluer à mesure que les indemnités pour les dommages causés par les vaccins seront distribuées à contrecœur. Selon True North, le Canada a dépensé plus de 624 milliards de dollars⁹ pour mettre en œuvre et appliquer des protocoles Covid inefficaces. Et bien sûr, le coût de la perte de productivité, de la perte de temps en classe et de la perte de respect envers le gouvernement n'a pas encore été calculé.

Un autre domaine très difficile à estimer est celui des dommages économiques causés par l'utilisation abusive et excessive des forces de police et des tribunaux pour faire respecter des mandats anticonstitutionnels. Des ressources humaines considérables et précieuses ont été déployées contre des manifestants pacifiques avant, pendant et après le Convoi de la liberté des camionneurs ; les policiers qui donnaient des contraventions aux églises, menottaient les acheteurs sans masque et brisaient les vitres des camions auraient été beaucoup plus utilement employés pour poursuivre les voleurs de voitures et les meurtriers à Toronto.

Les tribunaux ont également été sans cesse préoccupés par les différends entre les combattants de la liberté et diverses branches du gouvernement fédéral et provincial. Compte tenu du manque de policiers pour les opérations quotidiennes et de l'épuisement des temps d'audience déjà mis à rude épreuve par les retards de procédure, il s'agit d'un détournement particulièrement flagrant de fonds publics.

Le financement annuel scandaleux de la CBC – plus de 1,3 milliard de dollars pour cette année¹⁰ –, y compris de généreuses primes pour les présentateurs et administrateurs bien payés. . . et le subventionnement d'autres réseaux d'information. . . ça pue le trafic d'influence ; c'est clairement un appareil pour contrôler la messagerie et clairement un appareil qui a été efficace pour créer une version monolithique de la réalité destinée à hypnotiser et polariser l'opinion publique.

Ce gouvernement a également utilisé de grandes quantités d'argent des contribuables pour promouvoir et proposer l'avortement tant au pays qu'à l'étranger. Il a également dépensé des sommes énormes pour promouvoir sa philosophie concernant le genre et la sexualité, y compris, par le biais de ses systèmes de santé provinciaux soumis, des bloqueurs de puberté destructeurs et des traitements hormonaux pour les adolescents et des chirurgies irréversibles et mettant fin à la fertilité. Les dégâts causés par ces politiques vont bien au-delà des finances, mais sont facilement perçus comme une nouvelle ponction sur les budgets des soins de santé. Mais le coût le plus important reste la dévastation des jeunes vies. Les « personnes qui regrettent » dans le monde entier commencent à poursuivre en justice les gouvernements irresponsables qui les ont encouragés à s'automutiler. Leurs histoires sont maintenant racontées et resteront dans les mémoires comme un autre chapitre honteux de l'histoire canadienne.

Il existe de nombreux autres abus flagrants de l'argent des contribuables ; ensemble, ils ont contribué à créer une dette nationale de 1 200 milliards de dollars, soit le double de ce qu'elle était en 2015. Les paiements d'intérêts sur cette dette ont désormais atteint le taux étonnant de 120 millions de dollars chaque jour, soit près d'un milliard chaque semaine. . . et cela s'élève au moment où nous parlons. Le gouvernement actuel, dans son récent soi-disant budget, dit qu'il prévoit utiliser notre carte de crédit nationale encore cette année pour accumuler 40 milliards de dollars de dette supplémentaire. Il n'y a aucune allusion, pas même une fausse promesse, de rembourser un jour la dette.

En ce qui concerne la dette et le déficit, il est important de rappeler que le gouvernement Harper, au cours de ses dernières années au pouvoir, n'a pas non plus réussi à rétablir l'équilibre budgétaire fédéral (comme il l'avait promis) et a en fait ajouté plus de 150 milliards de dollars en encre rouge pendant son mandat. On est cependant bien loin des 600 milliards de dollars ajoutés au cours des sept dernières années. Il est trop facile pour les politiciens de promettre de fournir ce qu'ils pensent que les électeurs veulent et d'acheter des voix avec l'argent des contribuables. Des promesses creuses aux conséquences réelles.

L'anéantissement des espoirs des jeunes en termes de possibilités économiques et la spirale émotionnelle du cynisme qui en résulte ont conduit certains à se retirer ou à rejeter toutes les institutions essentielles de l'interaction publique : le commerce, la famille, la foi et la participation au processus électoral. . . pour beaucoup, ce parcours a conduit à la dépression, à l'itinérance, au chômage et à l'absence d'amis. Certains de ces précieux jeunes qui auraient pu et dû être des acteurs dynamiques et des contributeurs à la société sont devenus ses détracteurs et ses dépendants.

Ironiquement, notre Premier Ministre, qui prétend être au service de la jeunesse canadienne, a imprudemment mis en place des politiques qui privent la jeune génération des outils et des opportunités dont elle a besoin pour prospérer et diriger la reconstruction du Canada en tant que puissance économique et vitrine de principes justes et démocratiques.

Le Parti de l'Héritage Chrétien promeut depuis longtemps une politique d'équilibre budgétaire obligatoire. Nous n'autorisons pas les dépenses déficitaires dans nos campagnes et nous ne comptons pas non plus sur l'argent des contribuables pour fonctionner. En tant que gouvernement, nous réduirions les dépenses inutiles et gaspilleuses et veillerions à ce que l'argent des contribuables durement gagné soit utilisé pour les services gouvernementaux essentiels qui relèvent de la portée légitime du gouvernement fédéral.

Nous mettrions fin à l'utilisation de la carte de crédit des contribuables et commencerions à rembourser et à éliminer la dette nationale et les paiements d'intérêts écrasants qui l'accompagnent. Nous mettrions fin aux augmentations automatiques de salaire et d'avantages accordés aux députés. Nous aiderions les entreprises à prospérer en réduisant les impôts excessifs et les contraintes réglementaires. . . pas en distribuant l'argent des contribuables à des sociétés géantes.

Nous mettrions fin à l'arnaque taxe carbone/climat. Nous interdirions l'utilisation de fonds fédéraux pour l'avortement, l'euthanasie et la mutilation génitale. Nous encouragerions le développement de nos abondantes ressources naturelles et rendrions le Canada indépendant sur le plan énergétique. Et nous travaillerions joyeusement et efficacement avec les députés de tous les autres partis à la Chambre pour restaurer les libertés, la justice et la prospérité du Canada pour les générations futures. Les Canadiens ne méritent pas moins.

Merci pour votre attention. En tant que concitoyens canadiens, nous pouvons accomplir beaucoup de choses si nous travaillons ensemble pour une cause commune et que nous ne nous soucions pas de savoir à qui revient le mérite. Vous pouvez en apprendre davantage sur nos politiques et nos principes sur chp.ca/fr/. Merci de votre attention!

—30—

Notes de bas de page

¹ www.macrotrends.net/global-metrics/countries/CAN/canada/fertility-rate

² www.cbc.ca/news/politics/grenier-parties-wage-subsidy-1.5583424

³ businesssexaminer.ca/victoria-articles/item/canada-spent-more-than-50-billion-on-corporate-welfare-across-provinces-in-2022/

⁴ www.msn.com/en-ca/travel/news/canada-spent-14m-sending-delegation-to-cop28-conference-in-dubai-documents/ar-BB1kniO4

⁵ cidpnsi.ca/canadas-foreign-aid-2012-2/

⁶ www.thespec.com/news/canada/trudeau-under-fire-for-saying-some-veterans-want-more-than-government-can-afford/article_2499a285-8209-5172-9898-e124646c83f7.html

⁷ www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub-adv/rapports-reports/2021-2022/page-4-eng.html

⁸ www.theglobeandmail.com/canada/alberta/article-canadians-deserve-a-transparent-report-into-the-covid-19-pandemic/

⁹ tnc.news/2021/06/01/canada-spent-624-2-billion-on-covid-19-pandemic-report/

¹⁰ www.cbc.ca/news/canada/federal-budget-cbc-funding-1.7175927

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent officiel du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.
